

Madagascar : Andry Rajoelina, le maître des désillusions

Le Monde – 22/07/2022

Par [Laurence Caramel \(Antananarivo, envoyée spéciale\)](#)

Enquête



A dix-huit mois de la fin de son mandat, le président continue de faire des promesses tous azimuts alors que la Grande Ile s'enfonce un peu plus dans la misère.

Ce 31 mai 2022 à Abou Dhabi, dans le vaste salon de réception du conglomérat Al Jaber, le patriarche Obaid Khaleefa Jaber Al-Murri se prête sans conviction à la photo souvenir qu'Andry Rajoelina postera quelques heures plus tard sur les réseaux sociaux. Pour marquer leur alliance toute fraîche, les deux hommes brandissent un petit baobab en pierre aux branches recouvertes de feuilles d'or.

Un mémorandum d'entente vient d'être signé entre [Madagascar](#) et le géant émirati du BTP pour la construction de la ville nouvelle Tanamasoandro. Le président malgache ne donne pas de détails sur l'opération ni sur les délais dans lesquels pourrait voir le jour cette « *citée intelligente* » imaginée à 30 km à l'est de la capitale, Antananarivo. Pour l'heure, ce simple engagement suffit à le combler, car il redonne un souffle inattendu à l'un de ses projets phares, passablement enlisé.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Madagascar, la population étranglée par la hausse du prix du carburant](#)

A moins de dix-huit mois du prochain scrutin pour la magistrature suprême, en novembre 2023, l'épreuve du bilan approche pour celui qui a promis de rattraper en cinq ans le retard accumulé au cours des six décennies qui se sont écoulées depuis l'indépendance, en 1960. L'audacieux « TGV », comme il est surnommé en référence à son parti, Tanora malaGasy Vonona (« jeunes Malgaches déterminés »), et à sa fulgurante ascension, est pourtant loin d'être quitte de ce passé dont il a écrit une des pages sombres en renversant le président Marc Ravalomanana avec le soutien de l'armée, en 2009.

Il n'a alors que 34 ans, une courte expérience de maire d'Antananarivo et un parcours d'entrepreneur autodidacte qui s'est taillé un empire dans le secteur de l'affichage et de la communication. Il est aussi, pour la bourgeoisie branchée, le DJ à la gueule d'ange qui a organisé les plus folles soirées de leurs jeunes années. Sa popularité et son ambition en font l'homme de la situation pour se débarrasser d'un chef de l'Etat accusé de dérive autoritaire et de conflits d'intérêts dans sa gestion économique.

Mais les lendemains du putsch sont amers. Le pays plonge pour cinq années dans un régime dit « de transition », marqué par une sévère régression sociale, la prolifération des trafics de ressources naturelles et un isolement diplomatique. Madagascar affiche alors les pires indicateurs de gouvernance. La sortie de crise, négociée sous la médiation de l'Union africaine, se paie par l'exclusion des principaux acteurs politiques, dont Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina, des élections organisées en 2013.

Treize serments

En 2018, dans le rôle du revenant repent, le candidat s'est présenté en homme nouveau, mûri par l'exil et le temps. Mais en professionnel de la communication, il a dépensé des millions d'euros pour déployer une campagne hors normes et, surtout, il a énormément promis : autosuffisance alimentaire, industrialisation du pays, accès à l'électricité et à l'eau potable pour tous, instruction de qualité, tolérance zéro pour la corruption et l'insécurité, emploi pour tous... Treize serments au total (« *velirano* », en malgache), censés sceller son engagement de transformer le pays pour le hisser au rang des nations émergentes.



Le président malgache, Andry Rajoelina, passe en revue les troupes militaires au stade de Barea, à Antananarivo, le 26 juin 2021, pour la fête de l'indépendance. RIJASOLO / AFP



Des militaires agitent des drapeaux malgaches pour la fête de l'indépendance, au stade Barea d'Antananarivo, le 26 juin 2021. RIJASOLO / AFP

Une tout autre réalité s'est pourtant imposée. La pauvreté, déjà immense, s'est aggravée et atteint un niveau jamais égalé pour ses 27 millions d'habitants. Huit personnes sur dix vivent avec moins de 8 600 ariary par jour, [a révélé fin mai la Banque mondiale](#), soit en dessous de 2,15 dollars, le nouveau seuil de pauvreté retenu par les institutions internationales.

Comme ces femmes du quartier populaire de Tanjombato, au sud de la capitale, sans autre travail que celui qu'il leur faut chaque jour réinventer. Marchandes de poissons et d'écrevisses pêchées dans la rivière toute proche, pour les employés des ateliers de confection de la zone franche. Ou vendeuses de pistaches, comme cette jeune fille au corps frêle, vêtue d'un vieux maillot orange imprimé de la photo d'Andry Rajoelina. « *Ne regardez pas mon tee-shirt. Je ne le soutiendrai plus. Il ne s'occupe pas des petites gens comme nous* », constate Nirina, qui a perdu toute illusion sur les promesses de celui en qui elle avait vu un sauveur providentiel : « *Ici, il faut serrer les dents et se débrouiller sans rien attendre de l'Etat.* »

A côté de cette misère extrême, la petite classe moyenne, composée de fonctionnaires ou d'employés du secteur privé, a aussi dégringolé. Le dernier jour du mois, ceux qui étaient hier considérés comme des « privilégiés » se ruent désormais aux guichets des banques pour toucher leur salaire. « *La crise sanitaire nous a renvoyé en pleine figure notre insupportable pauvreté. C'est comme si nous nous étions habitués à marcher nus dans la rue et que, soudain, on nous oblige à nous regarder en face. Tant de familles vivent sur le fil, dépendant pour leur survie quotidienne de quelques milliers d'ariary* », confie avec effroi un entrepreneur du secteur alimentaire qui a dû licencier des ouvriers et vendre une partie de ses machines.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Madagascar, « dans chaque famille, on connaît au moins une femme qui a dû avorter »](#)

Bien sûr, la pandémie de Covid-19 a frappé de plein fouet Madagascar, comme les autres pays. Une série de cyclones s'est abattue sur la côte orientale jusqu'aux plateaux des hautes terres, chassant de leurs foyers près d'un demi-million de personnes. Dans les provinces du sud, arides comme le Sahel, la sécheresse sévit depuis trois ans. Et la guerre en Ukraine alimente une brutale hausse des prix. Autant d'événements dont le président ne peut être tenu responsable. Pour autant, sa gestion du pouvoir n'a rien arrangé.

Prophétesse brésilienne

Entre lubies et affairisme, celle-ci s'est pleinement révélée dans sa réponse à la crise sanitaire. Sans se soucier de passer pour un illuminé, il n'a pas hésité à se lancer dans l'aventure hasardeuse du Covid-Organics (CVO) après avoir donné crédit au présage d'une prophétesse brésilienne annonçant qu'un remède malgache allait sauver le monde.

Andry Rajoelina a réquisitionné plusieurs entreprises privées et les services de l'Etat pour faire fabriquer cette tisane à base d'artémisia. La formule du breuvage, distribué à la population et offert par cartons entiers aux pays voisins dans un élan de solidarité panafricain, n'a pas seule été tenue secrète. Les circuits financiers mobilisés pour monter l'opération sont restés dans une totale opacité, alors que dans le même temps, le personnel de santé manquait de tout pour prendre en charge les personnes contaminées.

Lire aussi : [Madagascar : un militant écologiste assassiné sur fond de trafic de bois](#)

Un rapport de la Cour des comptes, publié le 18 février sous la pression des bailleurs de fonds étrangers et portant sur la gestion des 400 millions de dollars (environ 325 millions d'euros à l'époque) octroyés en 2020 pour faire face à la pandémie, a mis au jour d'importants dysfonctionnements et des pratiques embarrassantes pour la présidence : paiements en espèces, absences de pièces justificatives, suspicion de prestations fictives et de conflits d'intérêts...

Quelque 2,2 milliards d'ariary, soit environ 600 000 dollars, ont servi à l'achat de feuilles d'*Artemisia annua* à Bionexx, la seule entreprise de l'île qui cultive la plante à grande échelle pour vendre aux laboratoires étrangers de l'artémisinine, la molécule utilisée dans les traitements antipaludéens. Aujourd'hui, le CVO, dont le conditionnement en sachet de tisane ou en boisson a été abandonné, est vendu en gélules dans les pharmacies et proposé dans les hôpitaux. Ce n'est ni le succès commercial ni le succès diplomatique escompté. Et aucune étude scientifique indépendante n'a démontré son efficacité.

Madagascar avait officiellement déclaré un peu moins de 66 000 cas de Covid-19 et 1 400 décès mi-juillet. Ces chiffres ne reflètent pas la réalité. « Dans les hôpitaux d'Antananarivo, au début de la pandémie, les médecins ont reçu ordre de ne pas enregistrer tous les décès », rapporte l'un d'eux, sous couvert d'anonymat. Lorsque en juillet 2020, au pic de la première vague, le ministre de la santé, Ahmad Ahmad, a appelé à l'aide l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Andry Rajoelina l'a congédié. Moins de 5 % de la population est aujourd'hui vaccinée.



Le président Andry Rajoelina lors du lancement du Covid-Organics, un remède malgache contre le Covid-19, à Antananarivo, le 20 avril 2020. RIJASOLO / AFP



Les autorités malgaches ont distribué des bouteilles de Covid-Organics dans les établissements scolaires pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Ici dans un collège d'Antananarivo, le 23 avril 2020. RIJASOLO / AFP

La tisane n'est pas la seule extravagance à mettre au bilan du président. Sur la colline sacrée d'Antananarivo, il a fait édifier dans l'enceinte du Rova, où vivaient les souverains merina jusqu'au XIX^e siècle, un amphithéâtre en béton de 400 places pour y donner des spectacles sur l'histoire de Madagascar. Les descendants de la noblesse et les amoureux du patrimoine crient à la profanation en fustigeant le mauvais goût du parvenu. A-t-il pris conscience de sa bévue ? Le colisée n'a jamais été utilisé.

La construction d'un téléphérique pour désengorger la capitale, mais qui sera inaccessible par son coût à la majorité des habitants, a aussi soulevé les critiques. « *Le président n'a pas su bien s'entourer* », accable un ancien ministre avec une pointe de mépris pour le « petit », son autre sobriquet – qui n'est pas toujours rempli d'affection : « *Les gens intelligents le lassent vite. Sa vision du développement est restée infantile. Il veut un téléphérique ou un stade olympique à Antananarivo, comme il voudrait un train électrique, sans se soucier de dépenser des fortunes colossales au milieu de la misère.* »

« Autocrate mégalomane »

Tous ceux qui le côtoient, sans lui être obligés, déplorent « *un exercice du pouvoir centralisé à l'extrême mais dépourvu de stratégie et de vision* ». Mi-février, une offre d'emploi diffusée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour le recrutement d'un « *consultant chargé de formuler les projets prioritaires du Plan émergence de Madagascar* » a balayé les dernières illusions sur sa capacité à fixer des priorités et à réformer. Ce plan, brandi pendant la campagne électorale de 2018 comme son grand projet de société, demeure, quatre ans plus tard, à l'état de brouillon.

Derrière une image lisse et maîtrisée, la personnalité du chef de l'Etat demeure difficile à cerner. Les observateurs dépeignent tantôt un « *autocrate mégalomane* », tantôt un homme indécis, ballotté entre des influences contraires au sein de son proche entourage.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [A Madagascar, face à l'inflation, les familles entre misère et débrouille](#)

Le poids du businessman Mamy Ravatomanga est systématiquement évoqué. Le richissime et discret PDG de Sodiat, un conglomérat présent dans l'import-export, l'immobilier, le transport, le tourisme, les médias ou la vanille, est le conseiller de l'ombre du chef de l'Etat depuis le putsch de 2009. Sans attribution officielle, mais paré d'un protecteur statut diplomatique en

tant que consul de Serbie, on prête à ce self-made-man à l'appétit insatiable d'avoir souvent le dernier mot. Il est en tout cas assez redouté pour que ceux qui acceptent d'éclairer les intrigues du palais ne prononcent jamais son nom. On le surnomme « SVP » (super-vice-président) ou « Blue stone » (pierre bleue), la signification de Ravatomanga en malgache.



Andry Rajoelina assiste à une opération de dépistage du Covid-19, à Antananarivo, le 21 mars 2020.

Cette prudence n'est pas sans raison. Ceux qui tentent de dénoncer les comportements prédateurs d'une élite dévoyée sont vite écartés ou sanctionnés. Le projet de loi sur la protection des lanceurs d'alerte, ébauché en 2018, a été enterré. « *Les lanceurs d'alerte sont en péril. Ils sont harcelés et poursuivis en justice, surtout lorsque leurs actions mettent en cause des personnalités politiques et économiques influentes* », affirme Ketakandriana Rafitson, la directrice exécutive de Transparency International à Madagascar.

Le 16 mai, une pétition a été lancée, avec à l'appui la liste de quelques-unes des dernières victimes de cette répression. Comme Jeannot Randriamanana, condamné en première instance à deux ans de prison, en mars, pour avoir dévoilé le détournement des aides destinées aux populations frappées par le cyclone Batsirai dans la localité de Nosy Varika (sud-est). Ou Ravo Ramasomanana, sommé de verser 1 million d'ariary (235 euros) pour « injures et diffamation envers l'Etat ». Cet ancien fonctionnaire du ministère de la santé avait alerté sur le détournement présumé de 44 milliards d'ariary (10,3 millions d'euros) au sein de son ministère et l'utilisation de 730 millions d'ariary pour repeindre les hôpitaux en orange, la couleur du président.

Le Franco-Malgache Jean-Louis Bérard, lui, avait osé, en octobre 2020, saisir le conseil de la concurrence pour dénoncer le monopole exercé sur le marché européen par le Groupement des exportateurs de litchi, une association professionnelle contrôlée jusqu'en décembre 2020 par Mamy Ravatomanga. Cela lui a coûté un an d'interdiction de sortie de territoire, des menaces et des entraves à l'exercice de son activité.

Les rivaux politiques ne sont pas non plus épargnés. L'ancien ministre de la communication Harry Laurent Rahajason croupit depuis juillet 2020 dans une cellule de la prison d'Antanimora pour « complicité d'organisation de manifestation non autorisée ». Il a été condamné à une peine de quarante-quatre mois.

Ressources squelettiques

La corruption – qu'Andry Rajoelina avait juré d'éradiquer – est généralisée et les scandales éclaboussent les plus hautes personnalités. Le ministre de la justice Herilaza Imbiki a dû démissionner après la diffusion sur les réseaux sociaux d'enregistrements vidéo évoquant le versement d'importants pots-de-vin contre l'annulation d'une procédure d'arrestation.

Les institutions mises en place sous le mandat du précédent président, Hery Rajaonarimampianina, pour lutter contre la corruption et le trafic de ressources naturelles ont été affaiblies. Depuis deux ans, des dizaines de kilos d'or en provenance de Madagascar ont été saisis en Afrique du Sud et aux Comores, illustrant la puissance de réseaux mafieux capables de se jouer

sans peine de la fermeture officielle des frontières pendant l'état d'urgence sanitaire. Madagascar est classée au 147^e rang sur 180 dans le baromètre de perception de la corruption publié par l'ONG Transparency International.

Dans ce climat délétère, les relations entre les bailleurs de fonds étrangers et le locataire du palais d'Iavoloha oscillent entre méfiance obligée et hostilité à peine masquée. « *Tout le monde est fatigué de Madagascar* », résume sans détour l'un d'entre eux. Au lendemain de son élection, Andry Rajoelina, séduit par les discours du président ghanéen, Nana Akufo-Addo, appelant à se libérer de l'aide internationale, avait annoncé vouloir se passer de l'argent de ces créanciers, trop rigides à son goût. Il a rapidement dû s'en accommoder et leur fait désormais une cour appuyée.

Les ressources squelettiques de l'Etat représentent à peine plus de 10 % du PIB, soit l'un des plus faibles niveaux de prélèvement en Afrique. Les subsides extérieurs font ainsi non seulement les fins de mois de certains ministères, mais ils financent la majorité des investissements publics dans les domaines de la santé, de l'éducation ou des routes. La première dame, Mialy Rajoelina, à travers sa fondation Fitia (« amour », en malgache), sait aussi capter la générosité des donateurs pour sponsoriser ses œuvres de charité et flatter au passage l'image du couple présidentiel.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [A Madagascar, derrière l'alibi du climat, les raisons d'une famine](#)

Les entreprises privées sont aussi sollicitées. Clinique mobile offerte par les Nations unies pour faire de la sensibilisation contre les violences faites aux femmes, distribution de milliers de repas aux populations affamées du grand sud grâce au Programme alimentaire mondial (PAM) et à l'opérateur télécoms Orange, soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cadeau d'une usine de fabrication de composés alimentaires contre la malnutrition d'une valeur de 850 000 euros par la Fondation Mérieux... La frontière entre les intérêts des Rajoelina et les affaires de l'Etat demeure souvent très floue.



Des habitants du quartier d'Ankasina, à Antananarivo, après des inondations causées par la tempête Ana, le 28 janvier 2022. RIJASOLO / AFP



Sur la route nationale 13, dans le sud de Madagascar, le 3 septembre 2021. Une sécheresse sévit depuis trois ans dans cette région, menaçant la sécurité alimentaire des populations. RIJASOLO / AFP



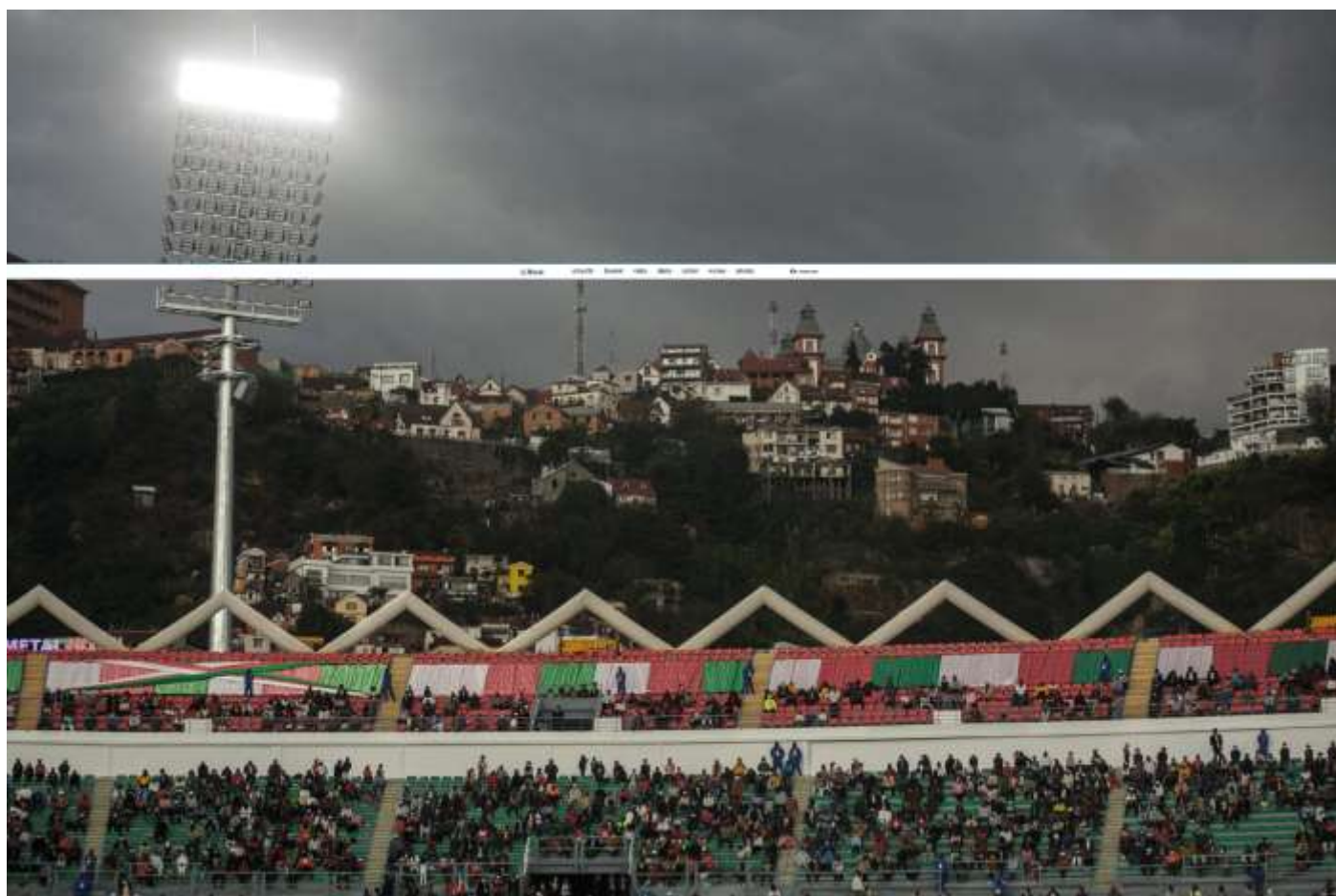
Des habitants de Mananjary, sur la côte est de Madagascar, nettoient les débris de leurs maisons après le passage du cyclone Batsirai, le 8 février 2022. L'un d'entre eux porte un tee-shirt à l'effigie du président Andry Rajoelina. RIJASOLO / AFP

Alors que le pays s'enfonce, la Banque mondiale a adressé un avertissement à peine voilé, dans sa note de conjoncture économique publiée le 2 juin, en exhortant Madagascar à un « *nouvel élan de réformes pour redresser la barre* ». Le long chapitre consacré à l'éducation témoigne de l'inquiétude que suscite l'avenir du pays : « *97 % des élèves de 10 ans rencontrent des difficultés à lire et comprendre un texte simple en français [la langue d'enseignement, avec le malgache, en primaire], seulement 7 % possèdent des compétences numériques de base.* » L'institution internationale pointe le manque de formation des enseignants, dont 80 % n'ont pas le diplôme requis, des rémunérations insuffisantes et des recrutements peu transparents.

Plutôt que de s'attaquer à cette situation qui hypothèque le développement du pays, Andry Rajoelina a préféré lancer un programme de construction d'écoles dites « *aux normes* », dont il a supervisé les plans. Leur coût serait de 40 % plus élevé que le modèle résistant aux cyclones jusqu'alors sélectionné par le ministère de l'éducation, qui n'a pas eu son mot à dire. Il a aussi imposé qu'une partie des bâtiments soient peints en orange, sa couleur. Comme cela est devenu la règle pour tous les nouveaux édifices publics, petits ou grands.

Confettis marins

Malgré l'accumulation des sujets de friction, l'aide internationale continue d'affluer. L'hypothèse d'un gel des engagements, parfois agitée en privé, est une option qu'aucun donateur ne serait prêt à assumer. Le précédent de la transition de 2009 est resté dans les mémoires : la suspension de l'aide décidée pour sanctionner le coup d'Etat du jeune TGV avait surtout été préjudiciable aux plus vulnérables. En 2020, les institutions multilatérales et les bailleurs de fonds bilatéraux ont versé 1,3 milliard de dollars, soit près du double qu'en 2019, selon les données les plus récentes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



Le nouveau stade de Barea, à Antananarivo, lors de la fête de l'indépendance, le 26 juin 2021. RIJASOLO / AFP



Des habitants d'Antananarivo assistent aux célébrations de la fête de l'indépendance depuis la colline d'Andohalo, le 26 juin 2021. RIJASOLO / AFP

Dans un contexte mondial de recomposition des alliances accélérée par la guerre en Ukraine, personne n'entend laisser non plus le champ libre à d'autres acteurs majeurs, la Chine mais surtout la Russie. Ce partenaire traditionnel de Madagascar depuis la période socialiste de Didier Ratsiraka, dans les années 1970, a refait parler de lui lors des dernières élections en finançant discrètement la campagne d'une demi-douzaine de candidats. Andry Rajoelina a toujours affirmé qu'il n'en faisait pas partie. Quoi qu'il en soit, il s'est bien gardé, comme beaucoup d'autres pays africains, de condamner Vladimir Poutine lors du vote de la résolution des Nations unies, le 2 mars, pour exiger le retrait des forces russes d'Ukraine. Et il n'est pas insensible à l'appui de Moscou dans le différend qui l'oppose à la France sur la restitution des îles Eparses.

Lire aussi [Dans le sud de Madagascar, des blocs agroécologiques, remparts contre la sécheresse](#)

Si peu de Malgaches se soucient de ces confettis marins inhabités, la querelle nourrit le discours nationaliste du président, qui a fait de la fierté retrouvée de Madagascar un de ses thèmes récurrents. Or la Russie est l'un des rares Etats à avoir officiellement manifesté son soutien à Madagascar, alors qu'une résolution des Nations unies demande depuis 1979 à la France l'ouverture de négociations en vue de la « réintégration des îles qui ont été arbitrairement séparées de Madagascar ». Europa, Bassas da India, Juan de Nova et les Glorieuses, riches d'une exceptionnelle biodiversité et certainement d'importantes réserves de gaz, sont situées dans le canal du Mozambique, sur la route stratégique des tankers en provenance du golfe Persique.

Les tensions sur les îles Eparses n'ont pas entamé le soutien financier de la France, qui demeure le deuxième donateur

Emmanuel Macron s'était engagé, en 2019, à trouver « une solution commune » pour solder ce contentieux historique. La commission mixte créée à cet effet, composée de diplomates des deux pays, s'est réunie une seule fois, fin 2019 à Antananarivo, et les discussions n'ont pas avancé. Pire, la France a classé l'archipel des Glorieuses réserve naturelle nationale en juin 2021. Une décision perçue comme une provocation par la partie malgache. Mais les tensions sur les Eparses n'ont pas entamé le soutien financier de la France, qui demeure le deuxième donateur, derrière les Etats-Unis. Andry Rajoelina a même obtenu l'appui du Trésor pour financer son projet controversé de téléphérique à Antananarivo. Quitte à voir la France accusée de beaucoup de complaisance.

« Coach sportif »

Tout-puissant ? Derrière les apparences, TGV se sait en réalité fragile et la crainte d'un coup d'Etat demeure présente. En juillet 2021, l'affaire dite « Apollo 21 », du nom d'un complot présumé contre le président et ses proches, a eu valeur d'avertissement. Son principal suspect, Paul Rafanoharana, ancien officier de la gendarmerie française très introduit dans les

milieux diplomatiques et éphémère conseiller d'Andry Rajoelina en 2009, a écopé de vingt ans de prison à l'issue d'un procès expédié en dix jours.

Les remaniements successifs traduisent aussi une fébrilité croissante au fur et à mesure que la fin du mandat approche. Pour la quatrième fois en un peu plus de trois ans, le 16 mars, le gouvernement a été congédié. Retranché dans le rôle du « *coach sportif* » auquel il aime comparer sa fonction, Andry Rajoelina a encore une fois déploré un manque de résultats. Le discret premier ministre, Christian Ntsay, a toutefois conservé son poste. Les nouveaux sélectionnés ont été priés de lire quotidiennement la lettre de politique générale de l'Etat, « *comme la Bible* », pour réaliser ses treize « *velirano* ».

Lire aussi [A Madagascar, les coupures de courant à répétition pénalisent l'activité économique](#)

Au passage, les dissensions au sein de la majorité ont émergé. Le parti Malagasy Miara Miainga (MMM) a choisi de quitter le gouvernement, dont la composition le rend inapte, selon lui, « *à développer le pays* ». Son président, Hajo Andrianainarivelo, était jusque-là un des plus anciens soutiens d'Andry Rajoelina et un des piliers de sa coalition.

Le vétéran Marc Ravalomanana, 72 ans, ne masque plus son envie de remonter sur le ring pour prendre sa revanche

Dans l'opposition, le vétéran Marc Ravalomanana, 72 ans, ne masque plus son envie de remonter sur le ring pour prendre sa revanche. L'ancien chef de l'Etat met déjà en garde contre la partialité de la Haute Cour constitutionnelle (HCC) et de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) après les récentes nominations de personnalités proches du régime. « *Ces pratiques ne permettent pas d'organiser des élections libres, neutres et équitables* », condamne-t-il en agitant les risques de conflit pré ou post-électoral. En attendant, plusieurs de ses meetings ont été interdits sans réel motif. A dix-huit mois de l'élection présidentielle, la tension monte et tous les ferments d'une crise dans laquelle Madagascar n'a cessé de rechuter depuis son indépendance apparaissent de nouveau réunis.

Source : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/07/22/madagascar-andry-rajoelina-le-maitre-des-desillusions_6135797_3212.html